Armateurs de France est l'organisation professionnelle qui représente 60 entreprises françaises de transport et de services maritimes et leurs près de 100 000 emplois directs et indirects. Ses adhérents assurent des missions essentielles au fonctionnement de notre économie, à la continuité territoriale, à la souveraineté nationale et à la transition énergétique, sur l'ensemble des mers du monde.

Interlocuteur de référence des pouvoirs publics français et européens, Armateurs de France œuvre au développement d'une filière maritime compétitive, innovante et durable. Elle défend les intérêts de ses adhérents, accompagne les évolutions du secteur et contribue au débat public sur les grands enjeux économiques, sociaux, environnementaux et stratégiques.

Parce que la puissance maritime est un levier de souveraineté, de croissance et d'influence, Armateurs de France formule, à l'occasion de l'élection présidentielle de 2027, des propositions ambitieuses pour faire entrer la France dans le top 5 des nations armatoriales européennes à l'horizon 2040.

(RE)DÉCOUVREZ EN 3 MINUTES LE RÔLE ESSENTIEL DU TRANSPORT ET DES SERVICES MARITIMES DANS L'ÉCONOMIE FRANÇAISE :

ARMATEURS DE FRANCE

48° 52' 34" N • 2° 18' 38" E
13 rue du Docteur Lancereaux,
75008 Paris — FRANCE

2027@armateursdefrance.org
https://www.armateursdefrance.org

MANIFESTE

7 PROPOSITIONS POUR FAIRE ENTRER LA FRANCE DANS LE TOP 5 DES NATIONS ARMATORIALES EUROPÉENNES D'ICI 2040



LA MARINE MARCHANDE FRANÇAISE, LEVIER DE CROISSANCE STRATÉGIQUE ET DE SOUVERAINETÉ

Le retour de la guerre en Europe, les attaques contre les navires marchands en mer Rouge ou encore les tensions dans le détroit d'Ormuz rappellent une réalité : une puissance qui ne maîtrise plus sa marine marchande renonce à une part de sa souveraineté. Car un pays qui ne maîtrise plus ses capacités de transport et de services maritimes ne perd pas seulement une filière industrielle, il perd le contrôle des dessertes insulaires et ultramarines, de ses approvisionnements, de son énergie, de ses câbles sous-marins, de sa capacité à agir dans les crises. D'autres nations européennes l'ont compris depuis longtemps. La Grèce s'est imposée depuis des décennies comme l'une des principales puissances maritimes du transport énergétique mondial. Le Danemark a fait du transport maritime un pilier de sa stratégie industrielle et de son influence internationale. La Norvège investit massivement pour devenir l'un des leaders mondiaux du maritime décarboné.

La France possède déjà tous les atouts pour devenir l'une des cinq premières puissances armatoriales européennes. Deuxième espace maritime mondial, elle s'appuie sur un écosystème armatorial parmi les plus complets et les plus performants d'Europe :

- Une flotte moderne de plus de 1 250 navires, exploitée par une soixantaine de compagnies maritimes françaises, dont chaque navire génère en moyenne 100 emplois directs et indirects.
- Une filière industrielle stratégique, qui irrigue l'ensemble du territoire à travers les ports, la logistique, l'ingénierie, le financement, les assurances et la formation, et représente 24,5 milliards d'euros d'activité économique.
- Des positions de leader en Europe et dans le monde sur des segments stratégiques tels que le transport de conteneurs, le GNL, les câbles sous-marins, les services offshore ou encore la croisière haut de gamme.

LES ARMATEURS FRANÇAIS CONSTITUENT UN INSTRUMENT DE SOUVERAINETÉ NATIONALE.

SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE

En garantissant la régularité des approvisionnements et la continuité des flux commerciaux sur lesquels repose l'ensemble de l'économie nationale.

SOUVERAINETÉ STRATÉGIQUE

En garantissant à la France une capacité d'action et de présence en mer lors des crises internationales ou des catastrophes naturelles, notamment dans les territoires ultramarins.

SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE ET INDUSTRIELLE

Grâce au soutien aux infrastructures critiques : les câbles sous-marins, l'offshore, les énergies marines renouvelables, importations énergétiques.

SOUVERAINETÉ SOCIALE

Par l'emploi de marins français sous son pavillon national, marins formés dans les lycées maritimes et sites de l'École nationale supérieure maritime (ENSM) répartis sur l'ensemble du littoral national.

**DANS CE CONTEXTE,
ARMATEURS DE FRANCE APPELLE LES CANDIDATS À L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE À FAIRE ENTRER LA FRANCE DANS LE TOP 5 DES NATIONS ARMATORIALES EUROPÉENNES D'ICI 2040.**

Porter cette ambition, c'est refuser que la France, deuxième espace maritime mondial, laisse d'autres nations tirer parti des routes maritimes qui conditionnent sa prospérité et sa sécurité. C'est affirmer un choix de souveraineté, au même titre que le nucléaire ou la défense. C'est investir dans des emplois industriels durables et non délocalisables, au service de nos territoires. C'est enfin reconnaître une réalité géopolitique : dans un monde où les mers redeviennent des espaces de puissance, la France doit tenir son rang et redevenir une grande nation armatoriale.

Faire de la France une grande nation maritime n'est pas une politique sectorielle, c'est un projet de souveraineté pour les décennies à venir. La prochaine élection présidentielle doit être l'occasion d'inscrire la puissance maritime dans les priorités nationales et de faire entrer la France dans le top 5 des nations armatoriales européennes d'ici dix ans.

Cette ambition exige des décisions dès le début du prochain quinquennat. Elle suppose de donner aux armateurs français un cadre stable pour investir, les moyens d'accélérer leur transition et les capacités de remplir pleinement leurs missions au service de la souveraineté nationale. C'est le sens des sept propositions formulées par Armateurs de France.

FAIRE ENTRER LA FRANCE DANS LE TOP 5 DES NATIONS ARMATORIALES EUROPÉENNES D'ICI 2040

AXE 1 PRÉSERVER LES FONDAMENTAUX DE LA COMPÉTITIVITÉ MARITIME FRANÇAISE

01 INSCRIRE LA STABILITÉ DE LA TAXE AU TONNAGE DANS UNE LOI DE PROGRAMMATION MARITIME JUSQU'EN 2040

Offrir aux armateurs la visibilité indispensable pour investir et renouveler leurs flottes. Cette stabilité fiscale renforcera l'attractivité du pavillon français, soutiendra l'emploi maritime et confortera la compétitivité de la place maritime française.

02 METTRE EN PLACE UN RÉGIME DE « NET WAGE » POUR GARANTIR LA COMPÉTITIVITÉ DE L'EMPLOI MARITIME FRANÇAIS

Aligner le coût de l'emploi maritime français sur celui de nos principaux concurrents européens. Cette mesure préservera l'emploi et les compétences maritimes en France tout en renforçant l'attractivité du pavillon français face aux autres registres européens.

AXE 2 OUVRIR LE SECTEUR À DE NOUVEAUX FINANCEMENTS POUR LUI DONNER LES MOYENS DE SA TRANSFORMATION

03 OUVRIR À L'ÉPARGNE PRIVÉE LES OUTILS DE FINANCEMENT DE LA MARINE MARCHANDE FRANÇAISE

Créer des véhicules d'investissement accessibles aux particuliers afin d'orienter l'épargne vers le renouvellement et la décarbonation de la flotte française. Cette mobilisation de capitaux privés permettra d'accélérer les investissements stratégiques tout en limitant le recours aux financements publics.

04 AFFECTER 100% DES RECETTES DE L'ETS MARITIME À LA DÉCARBONATION DE LA FILIÈRE MARITIME FRANÇAISE

Réinvestir l'intégralité des recettes nationales du marché carbone européen prélevées sur le secteur maritime dans la transformation des navires, des ports et le développement de technologies bas-carbone. Cette mobilisation donnera aux armateurs les moyens d'accélérer leur transition sans compromettre leur compétitivité internationale.

05 DÉFENDRE LA CRÉATION D'UN MÉCANISME EUROPÉEN DE QUOTAS ETS GRATUITS POUR LES NAVIRES UTILISANT DES CARBURANTS DURABLES

Porter au niveau européen un mécanisme de quotas gratuits récompensant les armateurs qui investissent dans les carburants durables. Cette incitation réduira le surcoût des technologies bas-carbone et favorisera leur déploiement rapide au sein des flottes européennes.

AXE 3 RENFORCER LES CAPACITÉS STRATÉGIQUES DE LA FRANCE MARITIME

06 CONSTITUER UNE FLOTTE STRATÉGIQUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA SOUVERAINETÉ ÉNERGÉTIQUE

Sécuriser les approvisionnements énergétiques et les capacités maritimes indispensables en période de crise. Cette stratégie renforcera durablement la souveraineté nationale tout en soutenant l'investissement industriel, l'emploi maritime et les nouvelles filières énergétiques.

07 CONSOLIDER LE LEADERSHIP FRANÇAIS EN MATIÈRE DE FORMATION MARITIME

Mobiliser les financements européens pour moderniser les Lycées Professionnels Maritimes et l'École Nationale Supérieure Maritime et faire de la France le premier pôle européen de formation maritime. Cet investissement permettra de former les marins de demain, d'accompagner la décarbonation de la flotte et de répondre aux besoins croissants de la filière maritime française.